REPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA REUNION

Sainte-Marie
L'épanouissement

ARRETE DST/ 20260470

REGLEMENTANT PROVISOIREMENT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT A SAINTE MARIE

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINTE MARIE

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2213-1 et suivants ;
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;
Vu le code de l'urbanisme
Vu le Code de la Route et notamment son article R411
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article L111-1
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu la délibération n°066 du 1er juin 2018 instaurant le règlement de voirie
Vu le document technique de la **Société SUEZ RV REUNION**

CONSIDERANT que pour des raisons de sécurité, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur la rue citée à l'article 2 ci-dessous ;

ARRETE

ARTICLE 1 : **La Société SUEZ RV REUNION** est autorisée, dans le cadre de **travaux de forage sur zone**, à exécuter ses travaux sur la rue citée à l'article 2 du **17 août jusqu'au 18 décembre 2026 de 8 heures à 16 heures**.

ARTICLE 2 : Pendant les travaux le stationnement des véhicules sera interdit sur le secteur en travaux pendant la durée du chantier

- **Route de Montée Sano (parking face immeuble Eden Park)**

ARTICLE 3 : Les signalisations nécessaires à l'application de la présente prescription seront à la charge de **La Société SUEZ RV REUNION**.

ARTICLE 4 : La conformité aux dispositions contenues dans le règlement de voiries pourra être contrôlée par le gestionnaire de la voirie au cours et a postériori de la réalisation des travaux.

ARTICLE 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires habituelles, seront constatées et poursuivies conformément aux lois. Tout stationnement interdit sera considéré comme gênant et sanctionné par l'amende prévue et le cas échéant mis en fourrière.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services, le Responsable de la Police Municipale et le Commandant de Brigade de la Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, conformément à l'article 102 du code des tribunaux administratifs. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétant dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Fait à Sainte-Marie, le 1er 3 AOUT 2026

P/ La Maire,
L'Elue Déléguée,

Catherine MARINER

COMMUNE DE STE-MARIE ★ DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION ★ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu ~~de la réception en Préfecture, le :~~
et de la publication, le : 1er 3 AOUT 2026

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

3, Rue de la République - 97438 STE MARIE Mail : mypouny@ville-saintemarie.re/etremoulu@ille-saintemarie.re